

## Le Front Populaire à Marseille d'après un sondage d'opinion (1935-1936)

---

Au-delà d'une simple alliance électorale, le Front Populaire, en tant que mouvement d'union des forces de gauche, s'ébauche dès 1934. A Marseille, où le radicalisme est en déclin pendant les années 30, c'est, pour la première fois, le rapprochement entre une S.F.I.O. puissante et un Parti communiste encore très minoritaire<sup>1</sup>, mais en voie de réorganisation sous l'impulsion de nouveaux dirigeants comme François Billoux, qui permet de mettre un terme, aux élections municipales de mai 1935, à une situation politique anormale. En effet, depuis la mort de Flaissières en 1931, le pouvoir municipal, nominalement dirigé par le docteur Ribot, était en réalité aux mains de Simon Sabiani et de ses partisans soutenus tout autant par une clientèle de gauche que par une fraction de la droite marseillaise. La victoire des listes socialistes et communistes, qui avaient réalisé le Front commun, dans trois des cinq secteurs de la ville, tout en donnant la majorité à la S.F.I.O., et l'écharpe de maire à Henri Tasso, favorisa et prépara en même temps le rassemblement populaire qui devait largement triompher, un an plus tard, au printemps de 1936<sup>2</sup>.

---

1. Sur les bases du premier tour des élections législatives de 1932, dans les limites de la commune de Marseille, nous avons calculé les pourcentages des voix obtenues par les partis par rapport au nombre des électeurs inscrits : 7,25 % pour les communistes ; 32,19 % pour la S.F.I.O. (35 % avec les voix de deux candidats socialistes dissidents) ; 3,58 % seulement pour les radicaux.

2. 48,5 % pour l'ensemble des candidats se réclamant du Front Populaire, pour Marseille-ville, toujours par rapport aux inscrits, et au premier tour. Nous n'avons pas compté, dans ce total, les suffrages obtenus par Fernand Bouisson (3,6 %) dans les cantons urbains de Marseille, bien qu'ils aient été, en grande partie, d'origine socialiste.

De nombreuses publications ont marqué le trentième anniversaire du Front Populaire<sup>3</sup>. Pour sa part, l'Institut d'histoire moderne et contemporaine de la Faculté des Lettres et Sciences humaines d'Aix, à l'initiative du professeur Pierre Guiral, et avec le concours du C.N.R.S., a organisé une enquête destinée à recueillir les témoignages de personnes appartenant à diverses catégories socio-professionnelles dont le comportement et les réactions devant le phénomène du Front Populaire pouvaient présenter quelque intérêt. Dans cette intention, un questionnaire assez détaillé a été élaboré. Nous le reproduisons ici pour faciliter au lecteur l'analyse ultérieure des réponses.

### **Enquête sur le Front Populaire à Marseille et dans la région marseillaise (1935-1936)**

« Monsieur,

« Cette enquête est organisée par l'Institut d'histoire moderne et contemporaine de la Faculté des Lettres d'Aix, sous la direction du professeur Pierre Guiral, avec le concours du Centre national de la Recherche scientifique. Elle doit contribuer à approfondir la connaissance d'une période importante de l'histoire de la France contemporaine en faisant appel aux souvenirs de ceux qui en ont été les témoins. C'est pourquoi nous vous serions très reconnaissants de vouloir bien accepter de répondre au questionnaire ci-joint en vous garantissant l'anonymat le plus complet lors du dépouillement et de l'utilisation des réponses.

« En vous remerciant par avance, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs. »

## **QUESTIONNAIRE**

### **A. Renseignements concernant la personne interrogée.**

1. Profession en 1936 :
2. Résidence (rue ou quartier) en 1936 :
3. Age en 1936 :
4. Lieu de naissance :
5. Niveau d'études : primaires - secondaires - techniques - supérieures<sup>1</sup>.
6. Appartenez-vous à un syndicat ? Oui - Non<sup>1</sup>. Dans l'affirmative, lequel ?

1. Nous vous demandons, pour toutes les questions de ce type que vous trouverez, de rayer les mentions inutiles.

3. On citera, notamment, les trois ouvrages de Georges LEFRANC : *Histoire du Front Populaire* (Payot, 1965), *le Front Populaire* (collection « Que sais-je ? » P.U.F. 1965) et *Juin 36, « l'explosion sociale » du Front Populaire* (collection Archives, Juilliard, 1966), ainsi que *l'Histoire vivante du Front Populaire* par Jean GRANDMOUGIN (Albin Michel, 1966) et le numéro spécial consacré au Front Populaire par la revue *Le Mouvement social* (n° 54, janvier-mars 1966).

7. Situation de famille en 1936 :
8. Etiez-vous propriétaire ? Oui - Non.
9. Aviez-vous des domestiques ? Oui - Non.
10. Possédiez-vous une automobile ? Oui - Non.
11. Un poste de T.S.F. ? Oui - Non.

**B. Renseignements concernant les campagnes électorales de 1935 (élections municipales) et en 1936 (élections législatives).**

12. Avez-vous participé activement à ces campagnes ? Oui - Non.
13. En tant que militant ? - 14. Sympathisant ? - 15. Simple curieux ?
16. Avez-vous assisté à des réunions publiques ?
17. Souvent ? - 18. Rarement ? - 19. Pas du tout ?
20. Estimez-vous que leur influence a été importante ? Oui - Non  
Pensez-vous que l'influence la plus grande a été exercée par :
21. Les affiches ? - 22. La radio ? - 23. Les journaux ?  
Quels journaux lisez-vous :
24. *Le Petit Marseillais* - 25. *Le Petit Provençal* - 26. *Marseille-Matin* - 27. *Le Solet* - 28. *Le Radical* - 29. *Marseille-Soir* - 30. *Rouge-Midi* ?
31. Des hebdomadaires régionaux ? Oui - Non - Lesquels ?
32. Lisez-vous des quotidiens ou des hebdomadaires parisiens ? - Oui Non - Lesquels ?
33. Quels sont vos souvenirs les plus marquants de ces campagnes électorales ?

**C. Les élections.**

34. Avez-vous voté en 1935 ? (élections municipales) - Oui - Non.
35. Avez-vous voté en 1936 ? (élections législatives) - Oui - Non.  
Si non, pourquoi ?
36. Indifférence ? - 37. Abstentions volontaires ? - 38. Autres raisons ?  
Pour qui avez-vous voté ?
- a) en 1935 :
39. Listes communistes (Billoux, Cristofol, Matton, Labro, Mouton, Peyrot, Molino, Cristos, etc.).
40. Listes socialistes (Tasso, Ambrosini, Ferri-Pisani, Canavelli, R. Vidal, R. Roux, etc.)
41. Listes modérées et de droite (Eugène Pierre, Canebier, Mourre, J. Vidal, H. Bergasse, Bastianelli, etc.)
42. Listes Sabiani, Ribot, etc.
- b) en 1936 :
43. Candidats communistes (F. Billoux, J. Cristofol, Cristos, Peyrot, David, Matton ou autres).
44. Candidats socialistes et apparentés (H. Tasso, F. Bouisson, T. Ambrosini, Ferri-Pisani, R. Vidal, A. Lucchini ou autres).
45. Candidats radicaux (Meyrargues ou autres).
46. Candidats modérés et de droite (Eugène Pierre, Daher, Ponsard, Marius Boyer, Simon Sabiani ou autres).
47. Dans les deux cas, avez-vous suivi (s'il y a eu lieu) les consignes de désistement au 2<sup>e</sup> tour ? Oui - Non - Si non, pourquoi ?  
Quelles ont été les raisons de votre choix ?
48. Fidélité à un parti ? Oui - Non.
49. Influence d'une personnalité nationale ou locale ? Oui - Non.

50. Laquelle, éventuellement ?
51. Raisons d'ordre idéologique et politique ? Oui - Non.
52. Défense de la patrie ? - 53. de l'ordre ? - 54. de la religion ?  
55. des libertés ?
56. Nécessité d'un pouvoir fort ? - 57. Crainte du communisme ? -  
58. du fascisme ?
59. Défense de la République ? - 60. de la démocratie ? - 61. Espoir  
de révolution sociale ? - 62. internationale ?
63. Influence de la politique étrangère : cette dernière vous a-t-elle  
paru déterminante ? Oui - Non ?
64. Action de l'Allemagne hitlérienne (Sarre-Rhénanie).
65. » de l'Italie fasciste (Ethiopie).
66. » de la Russie soviétique (politique stalinienne).
67. Situation politique de l'Espagne.  
D'une façon générale, le Front Populaire vous a-t-il semblé  
devoir constituer :  
68. un moyen d'empêcher la guerre ou, au contraire, - 69. un  
danger pour la paix ?
70. Avez-vous, plus tard, établi un lien entre le Front Populaire et  
la défaite de 1940 ? Oui - Non.
71. Raisons d'ordre économique et social : Oui - Non.
72. Défense de la propriété ? - 73. de la monnaie ? - 74. des intérêts  
commerciaux - 75. des intérêts de la ville de Marseille (pour les  
élections municipales).
76. Mécontentement devant la politique de la municipalité précé-  
dente ?
77. des gouvernements précédents : 78. décrets-lois. - 79. déflation.  
80. prix et salaires. - 81. restriction du pouvoir d'achat. -  
82. conditions de travail. - 83. chômage, etc.
84. Gravité de la crise économique. - 85. Responsabilité du capita-  
lisme, - 86. des 200 familles. - 87. Espoir de réformes sociales, -  
88. d'une économie d'abondance, de bien-être.
89. Autres motifs : influence, notamment de l'antisémitisme.

#### D. Résultats des élections.

90. Avez-vous été surpris ? - 91. Satisfait ? - 92. Mécontenté par les  
résultats des élections ? - 93. Sur le plan national ? - Sur le plan  
local ?
94. Avez-vous eu l'impression, à l'époque, qu'un changement profond  
allait survenir en France, par rapport aux élections précédentes ?  
Oui - Non.
95. Quelle a été votre réaction devant les progrès réalisés par la  
gauche, et par les communistes en particulier ?
96. Quelle a été votre réaction devant les grèves et l'agitation sociale  
de juin 1936 ? Comment les expliquez-vous ? - 97. Avez-vous pensé  
qu'une révolution était alors possible en France ?
98. Avez-vous le sentiment d'appartenir à une classe sociale bien  
déterminée ? Oui - Non. - 99. Laquelle ?

## CONCLUSIONS

Quelle est aujourd'hui, avec le recul du temps, votre opinion sur le Front Populaire ?

100. Impression de succès. - 101. de succès partiel. - 102. d'une étape.  
 103. d'un progrès. - 104. d'une déception. - 105. d'une occasion manquée. - 106. d'un échec total. - 107. d'une période favorable.  
 108. ou néfaste pour la France ?

Nous vous remercions beaucoup de votre aimable contribution et vous prions d'adresser votre réponse à l'adresse suivante :

Monsieur Olivési, maître-assistant à la Faculté des Lettres d'Aix,

Nouvelles Facultés, Aix.

Mille cinq cents exemplaires de ce questionnaire ont été distribués à des personnes âgées d'au moins vingt et un ans en 1935 et résidant à Marseille ou dans la région marseillaise. Deux catégories particulières ont fait l'objet d'une enquête plus approfondie : celle des enseignants publics et celle des ecclésiastiques à qui ont été adressés respectivement 700 et 250 questionnaires. Cent autres ont été expédiés à des militants ouvriers syndicalistes, dont les opinions politiques étaient certes, grosso modo, prévisibles, mais dont il était intéressant d'étudier les motivations. Pour trouver les noms et les adresses des personnes interrogées, des concours nous ont été nécessaires. Nous tenons à remercier vivement ici tous ceux qui ont bien voulu faciliter notre tâche <sup>4</sup>.

Enfin, 450 questionnaires ont été adressés à des Marseillais choisis au hasard, dans d'autres catégories sociales, parmi les noms figurant sur les listes électorales de 1935, à la seule condition de les retrouver, aux mêmes adresses, sur celles de 1965 <sup>5</sup>.

Les résultats obtenus sont assez inégaux. Globalement, nous n'avons reçu que 117 réponses, soit une proportion de 7,8 p. 100. Ce phénomène ne présente aucun caractère surprenant et a été constaté dans d'autres enquêtes similaires. Reste à déterminer la

---

4. En particulier, M. l'abbé Fernand Charpin, M. Pascal Léna, président de la section des Bouches-du-Rhône de la Mutuelle générale de l'Éducation nationale (M.G.E.N.), M. André Millo, secrétaire administratif de la Fédération des Bouches-du-Rhône du Parti Communiste français et les dirigeants de l'Union départementale de la C.G.T.

5. Nous remercions, ici, M. Bernard Mézade, étudiant à la Faculté des Lettres d'Aix, qui s'est chargé de ce travail ainsi que d'une partie du dépouillement des réponses. M. Mézade est également l'auteur d'un diplôme d'études supérieures très approfondi : *Le Front Populaire à travers la presse marseillaise*.

valeur de ce sondage. Par un échantillon constitué sur le plan national selon la méthode des quotas, il a été possible, par exemple, avec seulement 1.512 réponses à un questionnaire très précis élaboré par la Fondation nationale des sciences politiques et l'Institut français d'opinion publique (I.F.O.P.) de recueillir des renseignements très probants sur les consultations électorales de 1958 et de 1962<sup>6</sup>. Notre enquête était évidemment plus modeste et disposait de moyens beaucoup plus limités. Mais, pour une époque plus reculée, on peut se référer également à l'enquête menée sous la direction de M. Georges Castellan sur l'opinion publique à Poitiers face à la déclaration de guerre de 1914, et, plus particulièrement, sur Jaurès devant la même opinion publique poitevine<sup>7</sup>. Dans ce cas précis, 110 réponses (dont 98 utilisables) ont suffi à fournir un échantillon valable par rapport à un effectif de 5 à 6.000 personnes susceptibles d'être concernées par cette enquête, c'est-à-dire de survivants en âge de porter un jugement sur Jaurès en 1914. La proportion est donc de 1/50 ou de 1/60 environ.

Qu'en est-il pour le Front Populaire à Marseille ? Il faut distinguer, à vrai dire, deux catégories de réponses. Il est bien évident que 450 électeurs choisis au hasard sur un nombre total d'environ 150.000 électeurs inscrits à Marseille en 1935 ne peuvent prétendre à un caractère représentatif. A plus forte raison quand nous n'avons reçu que 21 réponses, soit la plus faible proportion obtenue

---

6. Cf. Georges DUPEUX : « Le comportement des électeurs français de 1958 à 1962, d'après une enquête par sondage ». *Revue française de science politique* (février 1964), p. 52 à 71. Et, du même auteur, « Le comportement des électeurs français de 1958 à 1962 », ainsi que, par Guy MICHELAT, « Attitudes et comportements politiques à l'automne 1962 », dans l'ouvrage publié sous la direction de François GOGUEL, *Le référendum d'octobre et les élections de novembre 1962*. Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques (n° 142), 1965 (p. 171 à 288). Sous la signature, également, de Guy MICHELAT et de Janine MOSSUZ, « Election présidentielle : étude des motivations de vote dans une localité de la région parisienne », *Revue française de science politique* (juin 1966), p. 548 à 580.

7. Cf. Georges CASTELLAN, « Histoire et mentalité collective : essai sur l'opinion publique française face à la déclaration de guerre de 1914 », *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, supplément à la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 2, 1964. Du même auteur, communication présentée au colloque « Jaurès et la nation », le 23 mai 1964, à Toulouse, et publiée en 1965 dans les Actes du colloque.

Quant au Front Populaire proprement dit, il a fait l'objet d'un sondage partiel d'opinion dans le cadre d'une enquête plus générale sur la gauche réalisée par l'I.F.O.P. en 1954 et fondée sur l'interrogatoire de 208 personnes habitant la région parisienne. Cf. *Les Temps modernes*, n° 112-113, 1955, p. 1586, et, dans le même numéro spécial de cette revue consacré à la gauche, les articles de Jacques DANOS et de Victor LEDUC concernant le Front Populaire (p. 1803 à 1836).

(4,7 p. 100) dans ce secteur de l'enquête. De même, si le pourcentage des réponses émanant de militants ouvriers est, en revanche, le plus élevé (17 p. 100), le rapport demeure encore trop faible en fonction de l'importance numérique de la population ouvrière marseillaise d'il y a trente ans. Nous n'accorderons donc à l'étude de ces 38 réponses qu'une valeur indicative, celle de témoignages plutôt individuels et qualitatifs.

Le sondage relatif aux ecclésiastiques et aux enseignants nous paraît présenter, par contre, un degré d'utilisation statistique relativement acceptable. Le pourcentage des réponses obtenues est légèrement supérieur à la moyenne, 8 p. 100 et 8,4 p. 100 pour les deux catégories respectives, soit 20 et 59 questionnaires dépouillés. Mais il importe surtout de comparer ces derniers chiffres à celui des membres des deux catégories susceptibles d'être concernées par l'enquête. C'est ainsi que, pour l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône, on peut recenser 1.600 instituteurs, qui constituent la majorité importante du corps enseignant, en activité en 1965<sup>8</sup>. Parmi eux, 334 seulement sont nés avant 1915. Il faut certes tenir compte des décès et des mutations survenus depuis 1935-1936, d'un certain nombre d'admissions à la retraite que nous n'avons pas cherché à déterminer mais qui, très vraisemblablement, ne devraient pas modifier sensiblement la physionomie générale de cet ensemble catégoriel. On peut admettre, raisonnablement, que celui-ci a été, pour sa plus grande part, atteint par les 700 questionnaires expédiés par l'intermédiaire de la M.G.E.N., à partir de ses propres fichiers, aussi bien à des actifs qu'à des retraités. En regard, les 59 réponses reçues peuvent donc correspondre à une proportion suffisamment représentative.

Il en va de même pour les membres du clergé dont l'effectif est inférieur à celui des membres de l'enseignement public. En effet, d'après la table alphabétique des prêtres du diocèse de Marseille, pour l'année 1965, on compte 506 ecclésiastiques dont 278 étaient majeurs en 1935 ou 1936<sup>9</sup>. Encore faut-il préciser que sur ce nombre

8. Cf. *Bulletin de l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré des Bouches-du-Rhône*. « Tableau d'ancienneté des instituteurs et des institutrices au 1<sup>er</sup> janvier 1965 », p. 3 à 34. Bien entendu, nous n'avons pas tenu compte du tableau des institutrices — plus de 4.500 en 1965 — qui n'étaient pas électrices en 1936.

9. Cf. *Ordo massiliensis pro anno domini M C M L X V*, p. 148 à 191.

19 seulement ont été nommés dans le diocèse avant 1937 et y résident depuis cette période. En sens inverse, des séminaristes se trouvant à Marseille à l'époque du Front Populaire, ou des prêtres exerçant actuellement dans d'autres régions ont répondu au questionnaire.

Quelle est la valeur des témoignages après celle du sondage lui-même ? Le fait d'avoir répondu implique déjà une sélection. Certaines réponses, c'est le cas le plus rare, sont incomplètes ou décevantes. Toutes les questions posées n'ont évidemment pas reçu un nombre égal de réponses. Dans deux ou trois cas seulement, on a pu relever des contestations à propos de termes ou de définitions contenus dans le questionnaire. Un seul correspondant a jugé « un peu indiscrettes » les questions relatives au choix des candidats et des tendances politiques. Par contre, 44 personnes interrogées, soit environ 37 p. 100 du total, ont décliné spontanément une identité qu'on ne leur réclamait pas, certains soulignant même qu'ils avaient toujours eu le courage de leurs opinions. D'autres s'excusent parfois d'une mémoire déficiente, mais les erreurs ou confusions relevées sont rares et portent le plus souvent sur des points de détail. L'impression dominante est que cette enquête a réveillé chez ceux qui ont répondu — une réponse nous est même parvenue d'un père salésien français résidant actuellement à New York — une foule de souvenirs et de réflexions qu'ils ne demandaient pas mieux d'exposer et qui débordent largement, dans bien des cas, le cadre des questions proposées. De nombreux commentaires ont été ajoutés sur des feuilles annexes. Ils s'étendent parfois jusqu'à des considérations sur la politique française actuelle. Au cours du dépouillement, nous avons pu constater que quelques correspondants ne se trouvaient pas à Marseille en 1935 ou 1936. Ils ont tenu, néanmoins, à apporter leur témoignage pour d'autres régions, le plus souvent voisines, deux ou trois fois, pourtant, très éloignées de Marseille. Nous avons, en définitive, pris le parti de les retenir à titre de comparaison.

On pourrait, enfin, discuter du degré de subjectivité que présentent ces témoignages. Il est fort malaisé de faire la démarcation entre les souvenirs spontanés et la réflexion sur les souvenirs, entre la primarité ou la secondarité des comportements. Le choix même et l'ordre des questions, l'incitation à répondre impliquent une déformation inévitable de la réalité historique. Mais ces difficultés



ne sont-elles pas identiques dans l'interprétation d'un rapport officiel, d'un discours de leader politique ou d'un éditorial de presse ? A côté de ces documents traditionnels, l'opinion exprimée par les citoyens, les électeurs, les militants ne peut que contribuer à éclairer l'histoire d'une période qui a, tout à la fois, mobilisé<sup>10</sup>, passionné et divisé tant de Français.

En raison du degré de représentativité variable selon les catégories sociales sollicitées, notre analyse se divisera donc en deux parties. La première, fondée sur un critère socio-professionnel, étudiera parallèlement les réponses des ecclésiastiques et des enseignants publics, non pour sacrifier à l'antithèse classique et en quelque sorte pagnolesque, quand on songe au Midi d'avant-guerre, entre le curé et l'instituteur, mais en fonction de la relative homogénéité des deux groupes.

Dans une seconde partie, c'est le critère du choix politique, de l'opinion exprimée qui servira de base à l'étude des autres catégories sociales.

### I. - Membres du clergé et de l'enseignement public.

Sur les 20 réponses au questionnaire que nous ont adressées les membres du clergé, quelques-unes ne présentent qu'un intérêt secondaire. L'une d'elle émane d'un missionnaire absent de Marseille en 1935-1936; il se trouvait alors en A.E.F. Une autre d'un ecclésiastique marseillais résidant à la même époque à l'étranger, à Liège<sup>11</sup>. Deux autres prêtres également éloignés de Marseille n'ont fourni que des renseignements fragmentaires, mais un troisième qui habitait alors à Angers est plus explicite et nous avons retenu son témoignage ainsi que, non sans hésitation, celui d'un clerc marseillais — mais en tant que secrétaire chez un avocat en 1936 — qui n'entra dans les ordres qu'en 1940. Qu'on nous pardonne ici cette

10. Rappelons simplement que le pourcentage des abstentions, au premier tour des élections de 1936, sur le plan national, a été le plus faible (15,70 %), dans l'histoire de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République. Seules les dernières élections présidentielles (1<sup>er</sup> tour également) ont provoqué une participation légèrement supérieure (14,98 % d'abstentions).

11. Son témoignage est intéressant dans la mesure où il apporte des indications sur les réactions d'une partie de l'opinion belge devant les événements qui se déroulaient en France. « Les journaux étaient pleins de malveillance à l'égard de notre instabilité ministérielle et soulignaient, en gros titre, l'avènement du 100 et nième gouvernement de la République française. »

annexion par anticipation. En définitive, 15 réponses sont pleinement utilisables. Pour des motifs analogues — éloignement de Marseille le plus souvent — 8 réponses, sur les 59 expédiées par des membres de l'enseignement, ont été éliminées en raison de leur caractère négatif ou trop incomplet.

Les réponses utilisées peuvent être regroupées en quatre rubriques principales (conformément au plan adopté dans le questionnaire), suivies d'une conclusion.

#### A) *Classification des personnes interrogées.*

Pour les ecclésiastiques, nous observons d'abord que 6 d'entre eux se désignent comme tels, sans autres précisions; 4 autres étaient séminaristes (l'un d'eux effectuait son service militaire); ceux qui restent se répartissent ainsi : un vicaire, un aumônier, un missionnaire (Extrême-Orient), un membre du clergé régulier et le secrétaire d'avocat cité plus haut.

La répartition selon le domicile est peu significative. Un seul prêtre résidait dans un quartier ouvrier des faubourgs Nord, rue de Lyon. La majorité habitait dans les quartiers du centre. La moyenne d'âge est de 32 ans, le plus âgé ayant 55 ans en 1936, le plus jeune, sous les drapeaux, 22 ans. 53 p. 100 sont d'origine méridionale (7 sur 15 sont nés à Marseille)<sup>12</sup>. 73 p. 100 ont accompli des études supérieures. Deux prêtres seulement étaient propriétaires. Aucun n'avait de domestique et un seul, l'ecclésiastique angevin, possédait une petite voiture (Simca 5). Sur 12 réponses à la question n° 11, 5 sont affirmatives quant à la possession d'un poste de T.S.F. à cette époque.

Parmi les enseignants, les instituteurs publics constituent le gros bataillon, 40 sur 51, près de 80 p. 100. On peut y rattacher un directeur d'école et un élève instituteur de l'École normale d'Aix-en-Provence. Les autres réponses ont été adressées par un inspecteur primaire, un professeur de cours complémentaire, un professeur d'école primaire supérieure, trois professeurs de l'enseignement secondaire et trois étudiants dont un agrégatif d'histoire habitant Marseille mais faisant ses études à Montpellier.

---

12. Deux à Lyon, deux en Bretagne, un dans l'Aveyron, un dans la Seine-et-Oise.

Les niveaux d'études (question n° 5) sont les suivants : 10 membres de l'enseignement n'ont pas dépassé le cycle des études primaires, 31 ont atteint celui des études secondaires (60 p. 100) alors que 10 ont poursuivi des études supérieures. Quels étaient les lieux de résidence ? A Marseille, on recense 34 enseignants, dans les quartiers les plus divers, de Longchamp à Endoume et du Prado aux Chutes-Lavie; 8 d'entre eux habitaient en banlieue, principalement dans les zones Nord (La Gavotte, Saint-Joseph, Saint-Barthélemy) et Nord-Est (Château-Gombert, Montolivet, Bois-Luzy, Saint-Barnabé). Dix autres exerçaient leurs fonctions dans le reste du département (La Ciotat, Aix, Salon, La Fare, Saint-Chamas, par exemple) et cinq autres dans des départements voisins (Hautes et Basses-Alpes, Var, Hérault). Un seul instituteur, aux antipodes de la Provence, à Bayeux, apporte un élément de comparaison intéressant. Un dernier, enfin, était soldat. Il était le plus jeune, 21 ans, avec deux autres étudiants, tandis que le plus âgé, l'inspecteur primaire, avait 44 ans. La moyenne d'âge — 27 ans et demi — est assez nettement inférieure à celle des ecclésiastiques. Par contre, la proportion d'enseignants d'origine méridionale est beaucoup plus élevée (92 p. 100) : 15 sont nés à Marseille, 17 dans le reste des Bouches-du-Rhône (5 à La Ciotat, 5 dans la région de Salon, 2 à Aix, etc.), 7 dans le Var, 5 dans les Basses-Alpes, 1 à Avignon, 1 dans l'Ardèche<sup>13</sup>.

Les réponses aux questions n° 6 et 7, qui ne concernaient pas, évidemment, le clergé, fournissent les renseignements suivants : 86 p. 100 des membres de l'enseignement étaient syndiqués<sup>14</sup>, 35 appartenaient au S.N.I. (Syndicat national des instituteurs), 1 au Syndicat des inspecteurs primaires, 3 à la C.G.T. (dont le directeur d'école et le professeur d'école primaire supérieure), 1 à la C.G.T.U., avant l'unité, avec cette précision : « tendance trotskyste » ; 2 professeurs faisaient partie du Syndicat de l'enseignement secondaire et un autre du Syndicat national autonome des lycées et collèges (S.N.A.L.C.) plus modéré. Un étudiant, enfin, était membre de l'U.N.E.F.

---

13. Quatre seulement étaient étrangers à la région : trois bourguignons et un martiniquais.

14. Soit 44 sur 51.

Quant la situation de famille, on recense 29 enseignants mariés sur 51, dont 12 avaient des enfants (1 à 4 au maximum). Les réponses relatives, enfin, au critère d'aisance sociale, nous précisent que 6 enseignants seulement étaient propriétaires, que 3 (inspecteur primaire, professeurs) avaient un domestique ou une femme de ménage, 10 possédaient une voiture<sup>15</sup> et 36, soit environ 70 p. 100, un poste de radio.

### B) *Les campagnes électorales de 1935 et 1936.*

Ces campagnes, celle de 1936, surtout, à un an d'intervalle, ont fait l'objet d'une assez grande réserve de la part des ecclésiastiques et de prises de position beaucoup plus marquées chez les enseignants. Un seul prêtre, aumônier à Saint-Barnabé, déclare avoir manifesté de la curiosité à propos des réunions publiques. Mais 12 autres répondent par la négative sur la participation à ces mêmes réunions dont l'influence, cependant, a été jugée importante par 7 d'entre eux<sup>16</sup>. L'influence des affiches, en revanche, est jugée médiocre (2 mentions); celle de la radio et de la presse est à peine un peu plus soulignée (4 à 5 réponses)<sup>17</sup>.

Pourtant, beaucoup de titres de journaux, une vingtaine, nous sont proposés : 9 pour la presse marseillaise et régionale, 10 pour la parisienne, en laissant de côté le *Petit Courrier* d'Angers.

Parmi les quotidiens marseillais, le *Petit Marseillais* (9 mentions) et *Marseille-Matin* (8) se détachent nettement, devant le *Soleil* (3), *Marseille-Soir* (1) et le *Petit Provençal* (1) que seul lisait un séminariste, en même temps d'ailleurs que le *Petit Marseillais*. Naturellement, la plupart achetaient plus d'un quotidien, l'association la plus fréquente (6 réponses) étant celle du *Petit Marseillais* et de *Marseille-Matin*. Il faut y ajouter les hebdomadaires régionaux, l'*Eveil provençal* (3 mentions), l'*Echo de Notre-Dame de la Garde*, *Semailles*, et les journaux parisiens : la *Croix*, comme on pouvait s'y attendre, arrive en tête (6 réponses), précédant

---

15. Aucun enseignant n'avait, à la fois, une propriété, des domestiques et une voiture. Deux indications — non sollicitées — ont été fournies à propos des traitements : celui d'un professeur, 1.500 francs par mois, et celui d'un instituteur débutant : 740 francs.

16. L'un d'eux précise toutefois : « surtout pour les travailleurs manuels ».

17. Mais par un seul des cinq possesseurs de postes de radio, en ce qui concerne l'influence de cette dernière

le *Pèlerin*, *Sept*, *l'Hebdomadaire du temps présent*, fondé par les Dominicains en 1934, et *le Temps* (2 mentions), tandis que *le Figaro*, *Paris-Soir*, et *l'Illustration* ne sont nommés qu'une fois. Deux notes discordantes, mais relevant plutôt du cas particulier : le secrétaire d'avocat — il n'est donc pas encore devenu ecclésiastique — lisait *Candide*, *Gringoire* et *Je suis partout*, cependant qu'un séminariste suivait régulièrement, en même temps que *Sept*, journal catholique avancé,

« à partir d'octobre 1936, écrit-il, la *Flèche* de Bergery qui correspondait exactement à mes tendances... Etant soldat dans un milieu de peloton de gradés, avec 50 % d'instituteurs dont la lecture dominante était *Marianne*, d'un gauchisme modéré qui s'accordait avec mes tendances démocrates-chrétiennes, l'impression dominante était la méfiance envers les mouvements des ligues consécutifs au 6 février 1934, *primo* pour le danger de fascisme, *secundo* par crainte de la réaction Front Populaire que l'agitation des ligues devait provoquer. »

Mais qu'en pensent les instituteurs eux-mêmes ? On constate tout d'abord une proportion assez forte — 25 à 50 p. 100 selon les cas — de personnes engagées dans la campagne électorale : 5 à titre de simples curieux, 11 en tant que militants (1 communiste et 10 socialistes)<sup>18</sup>, 18 comme sympathisants (dont 6 communistes).

Nous avons relevé un nombre à peu près égal, 21 oui contre 20 non, de réponses relatives à l'assistance, assidue ou épisodique, aux réunions publiques ; 7 enseignants ne les ont jamais fréquentées, 28 leur accordent une influence prépondérante, 13 la leur récuse. Une dizaine de réponses positives se rapporte à celle des affiches et de la radio mais une forte majorité de oui (39) se dégage en faveur de la presse. Comme les ecclésiastiques, davantage encore peut-être, les enseignants étaient grands lecteurs de journaux (29 titres différents recensés). Pour un seul qui déclare n'avoir suivi aucun journal régulièrement, 18 lisaient au moins 3 journaux et 12 plus de 3<sup>19</sup>, alors que 30 s'informaient à la fois à travers la presse régionale et la presse parisienne.

18. Parmi les militants socialistes citons les deux professeurs varois, l'étudiant de l'U.N.E.F., secrétaire des jeunesses socialistes, et l'inspecteur primaire qui rappelle l'importance « des comités antifascistes constitués en 1935 et qui ont servi de noyau au Front Populaire, les cadres en particulier ». Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes a été fondé le 5 mars 1934.

19. Jusqu'à huit, au maximum.

En ce qui concerne la première, *le Petit Provençal*, 38 fois cité, laisse loin derrière lui *le Radical* (8 mentions), *Marseille-Matin* (6), *le Petit Marseillais* (5), *Rouge-Midi* (4), *Marseille-Soir* (3), *Soleil* (2)<sup>20</sup>.

Bien entendu, s'il faut préciser que deux enseignants lisaient exclusivement les quatre quotidiens régionaux de droite (*Petit Marseillais*, *le Soleil*, *Marseille-Matin* et *Marseille-Soir*), pour la grande majorité des autres, les combinaisons les plus variées (14 en tout) ont été dénombrées, la principale (4 réponses) associant *le Petit Provençal* et *le Radical* (journal du soir).

Quant à la presse parisienne, dans laquelle 22 titres ont été recensés, le classement s'effectue ainsi : *le Canard enchaîné* occupe le premier rang (10 mentions) devant *l'Humanité* (8), *la Lumière*, journal d'Albert Bayet, Georges Boris et Georges Gombault (7), *le Populaire* (5), *l'Œuvre*, *le Temps*, *Vendredi*, de Guehenno, Chamson et Viollis (4), *Marianne* (E. Berl) et *la Patrie humaine* (3). Sont cités deux fois : *Gringoire*, *Candide*, *l'Action française*, *les Nouvelles littéraires* (M. Martin du Gard), *Regards* (hebdomadaire de tendance communiste), *Lu* (L. Vogel et L. Martin-Chauffler) et, une seule fois, *Paris-Soir*, *Ce Soir* (journal du soir d'extrême gauche), *Ça ira*, *le Petit Bara*, *le Monde*, *le Mercure* et *Match*<sup>21</sup>.

Là encore, les combinaisons et associations de journaux sont multiples. Deux lecteurs du *Petit Marseillais* achètent également *Rouge-Midi*, *Ce Soir* et *Marianne*. Un lecteur de *Marseille-Matin*, journal de M. Fraissinet, suivait aussi *Gringoire*, ce qui ne l'empêchait pas de voter socialiste. Enfin, sur 25 lecteurs du *Petit Provençal*,

---

20. Le rapport est de 4 contre 1, aussi bien pour les ecclésiastiques que pour les enseignants entre les journaux du matin et ceux du soir. Rappelons que *Rouge-Midi* ne paraissait pas tous les jours ; l'organe communiste régional ne devint bihebdomadaire qu'à partir du 13 juin 1936.

21. « A titre documentaire » est-il précisé pour ce dernier hebdomadaire qui ne parut, en fait, qu'à partir de 1938, à moins qu'il ne s'agisse du *Match* édité par Léon Bailby depuis 1927 et repris, dans sa nouvelle formule, par Jean Prouvost en 1938. De même, *Ce Soir* ne fut fondé qu'en mars 1937. Enfin, la citation du *Monde* peut correspondre à une confusion avec le *Temps* (même présentation typographique) mais il est possible aussi que ce soit une référence à l'hebdomadaire *Monde*, d'Henri Barbusse, qui parut de 1928 à 1935 et qui préconisait l'union entre les travailleurs manuels et intellectuels. Nous n'avons pas tenu compte, dans cette liste, des revues de caractère corporatif ou pédagogique.

7 lisaient aussi *l'Humanité*, 5 *le Populaire*, et parmi ces 7, 4 les deux à la fois, 9 *le Canard enchaîné*, 7 *la Lumière*, 4 *Vendredi*, *l'Œuvre* et *le Temps*, etc. <sup>22</sup>.

La lecture des journaux de l'époque du Front Populaire nous fait revivre les polémiques passionnées qui opposèrent, pendant des semaines, les contemporains. On en retrouve l'écho dans les réponses à la question n° 33 se rapportant aux souvenirs marquants de la campagne électorale. Parmi ces souvenirs, certains présentent un caractère concret, imagé, visuel, pourrait-on dire, alors que d'autres traduisent des impressions plus générales assorties de réflexions et de raisonnements sur les événements.

Chez les ecclésiastiques, l'impression dominante est celle d'une atmosphère de passions et de calculs politiques, ainsi que de violences :

« Trop de passions politiques mêlées à des problèmes réellement douloureux pour les pauvres travailleurs. Les meneurs ne cherchaient qu'un but politique et les pauvres gens, comme toujours, se fiaient à ce qu'on leur promettait, pain, sécurité, etc. Les capitalistes, de leur côté, ne desserraient les cordons de leur bourse que quand ils ne pouvaient pas faire autrement, au compte-gouttes. » Autre citation dans le même esprit : « Toujours beaucoup de promesses et pas toujours de l'honnêteté. »

Un séminariste signale « l'ardeur haineuse des ouvriers contre les patrons », et observe, lors d'un déplacement à Toulouse, au printemps 1935, que « la campagne électorale y fut haineuse et très violente ». Mais en ce qui concerne Marseille, il ajoute : « Peu ou pas de haine contre les curés, je pouvais circuler librement sans me faire insulter. J'ai même pu parler aux grévistes ! »

Mais dans le quartier ouvrier des Crottes et aux usines Rocca, « où j'allais célébrer la messe », déclare un autre ecclésiastique qui évoque, par ailleurs, les défilés dans la rue et les tramways renversés, on criait : « Les curés pendus par la peau du c... ! »

Un autre séminariste souligne « le mordant du Front Populaire, le manque de confiance et la peur des partis dits capitalistes, c'est-à-dire des hommes politiques souvent débordés, à part quelques rares

22. Un seul lecteur du *Petit Provençal* lisait aussi *l'Action française*, et un autre *Gringoire*, mais en même temps que *l'Humanité*, *le Populaire* et *la Lumière* pour le premier, *la Lumière* encore, et *le Canard enchaîné* pour le second.

et honorables exceptions. En quelque sorte, la veulerie du fils à papa en face d'une attaque de voyou. Ni l'un ni l'autre ne pouvaient satisfaire mon idéal ». Une autre réponse fait état « d'une grande inquiétude pour les vraies libertés démocratiques, surtout en voyant ce qui s'était passé en Espagne ».

Il convient d'isoler deux commentaires : celui fait par un prêtre qui se trouvait à Ajaccio et qui a été frappé par l'intensité de la campagne menée par Chiappe et Fraissinet et celui du clerc d'avocat dont le père, commerçant, « suivait, dit-il, Ponsard<sup>23</sup> et La Rocque ». Il se souvient des miliciens avec leurs chemises bleues et leurs bottes et ajoute : « Mon père revenait de ces réunions gonflé ou démoralisé parce qu'on s'attendait à un putsch. Et vous voyez un commerçant qui risque de laisser sa peau dans la bagarre ? Il commence à penser que c'est dangereux et il se retire sur la pointe des pieds ! »

Du côté des enseignants, il est nécessaire, également, de mettre à part les témoignages de deux professeurs qui ne résidaient pas dans les Bouches-du-Rhône. L'un observe que le Var, qui est traditionnellement remué par les campagnes électorales, le fut plus particulièrement en 1936 en raison de la scission renaudeliste qui affectait depuis trois ou quatre ans le Parti socialiste<sup>24</sup>. L'autre, professeur à Bayeux, a été impressionné « par la prise de position frénétique des gens de bien pour l'Italie contre l'Ethiopie, pour Franco contre les Espagnols. A Bayeux, souligne-t-il, tout le monde est gens de bien... Le seul socialiste de l'arrondissement a dû vendre son commerce et fuir... Il y avait, dans une réunion publique, dix auditeurs tremblant d'être reconnus ».

Tous les autres souvenirs évoqués concernent Marseille et, dans deux cas seulement, Aix-en-Provence. Dans la catégorie des réminiscences imagées figurent les défilés joyeux, les poings levés, les chants révolutionnaires, les drapeaux rouges et les insignes du Front Populaire. Viennent ensuite les scènes de discussions passionnées dans la rue, sur les places, dans les tramways et surtout

23. Candidat républicain national indépendant, élu député au second tour, dans la 4<sup>e</sup> circonscription, la plus bourgeoise de Marseille avec la 7<sup>e</sup> dont dépendait le domicile de notre correspondant (rue Saint-Suffren).

24. Cf. à propos du Var, l'intéressant ouvrage de Jacques TOESCA : *Un militant de province*, publié à Toulon, imprimerie du Sud-Est, en 1951.



dans les réunions très nombreuses et très suivies, celles de Tasso, par exemple, pour les élections municipales de 1935, ou encore une réunions d'ouvriers où Blum et Cachin furent portés en triomphe. On cite également des réunions syndicales agitées et surtout les grands meetings contradictoires, deux fois, en particulier, celui de la place Marceau où, au cœur de son fief, « Simon Sabiani fut ridiculisé par François Billoux. Ses gardes du corps, fous de rage devant les quolibets de l'assistance, avaient sorti leur revolver mais n'en avaient pas fait usage ». On en fit usage, en revanche, à Aix, où, à l'occasion de la venue de Sabiani, des coups de feu furent échangés sur le cours Mirabeau; bagarre encore à la Faculté de Droit entre élèves-instituteurs de l'Ecole normale et juristes, dont beaucoup étaient Croix-de-Feu ou Action française. Un professeur radical fut chahuté et conspué — on pense ici aux manifestations contre le professeur Jèze, à la Faculté de Droit de Paris, à la même époque. Dans le hall de la Faculté d'Aix, le buste de Frédéric Mistral reçut, dans l'agitation générale, un encrier. Combats de rues, enfin, à Marseille, entre jeunes ouvriers et étudiants, où l'on souligne à la fois « le courage des communistes et des camelots du Roi », ainsi que « leur mépris commun de la police ».

Déjà nous glissons presque inévitablement vers l'interprétation des souvenirs. La notion de violence — dans un sens défavorable au Front Populaire — n'est relevée que trois fois : « Je me souviens de quêtes dans la rue faites par des groupements d'extrême gauche. Malheur ou presque au passant qui n'aurait rien versé dans le drapeau rouge tendu par les quêteurs ! » Autre note hostile : « La surenchère électorale, assez souvent écœurante, et un esprit partisan qui allait à l'encontre de l'intérêt général. » Une réserve encore sur « l'opposition systématique de nombreux travailleurs au Front Populaire en fonction de la peur ou des influences occultes de la religion et de la morale », mais, en regard, l'écrasante majorité des appréciations est évidemment élogieuse.

C'est le mot enthousiasme qu'on retrouve spontanément, et le plus souvent (9 mentions) sous la plume de nos correspondants, associé aux classes laborieuses, à la classe ouvrière, aux travailleurs et aussi aux petits fonctionnaires ainsi qu'aux instituteurs.

« Enthousiasme suscité par le renouveau que l'on était en droit d'attendre et, pour nous en particulier, l'écrasement des forces réactionnaires et fascistes, sans oublier une augmentation de nos traite-

ments. Le plaisir d'entendre ces choses dites publiquement au vu et au su de tous... L'espoir, chez tous, d'un avenir meilleur, la conviction qu'en France on avait barré la route au fascisme. »

L'espoir, la joie, l'impression que quelque chose allait et devait changer sont fréquemment soulignés et plus spécialement (5 mentions) l'espoir et la joie de l'unité retrouvée entre les partis et les forces de gauche.

L'ambiance de foi, de sérieux, de passion, et le mot passion est également utilisé à cinq reprises, est encore à noter dans l'évocation d'une campagne animée aussi bien par les journaux que par les affiches et surtout les réunions publiques où l'intérêt soutenu, la nombreuse affluence, les discussions violentes mais assez courtoises pour l'un, l'acharnement et l'excitation pour l'autre, le regret d'une époque ardente sont placés en contraste, par deux correspondants, avec le désintéressement actuel des Français vis-à-vis de la politique <sup>25</sup>.

Deux réponses insistent sur la coupure idéologique entre les deux blocs de gauche et de droite, et deux autres, enfin, sur la notion de puissance du peuple, puissance des groupements syndicaux et « des masses populaires en marche irrésistiblement ».

De tous ces commentaires se dégage l'impression d'ensemble, pour reprendre l'un d'eux, « que l'ordre habituel était troublé, et qu'on était heureux ».

### C) *Les élections.*

Et nous arrivons maintenant à l'heure du scrutin, ou plutôt des deux scrutins de 1935 et de 1936. Sur 15 ecclésiastiques interrogés, 10 ont voté aux élections municipales, 11 aux élections législatives. Dans la plupart des cas, les abstentions se justifient par des déplacements ou le service militaire. Une seule abstention fut volontaire : celle du prêtre résidant alors en Corse où il estimait « que les luttes politiques étaient trop personnelles ». Un autre membre du clergé déclare avoir voté par devoir. Un troisième a voté blanc en 1936, ne pouvant, écrit-il, « choisir entre Tasso et Billoux <sup>26</sup> ». Cette indi-

---

25. Précisons que la plupart des réponses au questionnaire nous étaient parvenues avant l'ouverture de la campagne électorale pour les élections présidentielles de 1965.

26. En réalité, Tasso et Billoux n'étaient pas candidats dans la même circonscription en 1936.

cation est intéressante car elle correspond effectivement à un phénomène politique particulier à la 1<sup>re</sup> circonscription — et souvent aussi à la 8<sup>e</sup> — de Marseille. Dans les deux cas, aussi bien en 1936 qu'en 1932 et même en 1928, la trop forte position locale d'un Henri Tasso ou d'un Fernand Bouisson décourageait les candidatures modérées et entraînait, en conséquence, une proportion anormalement élevée de votes blancs systématiques (6,25 p. 100 de bulletins blancs et nuls par rapport au nombre des électeurs inscrits dans la 1<sup>re</sup> circonscription en 1936).

Les réponses aux questions n<sup>os</sup> 39, 40, 43, 44 et 45 sont formelles : aucun ecclésiastique n'a voté pour des listes ou des candidats de gauche, aussi bien en 1935 qu'en 1936<sup>27</sup>. Parmi les candidats modérés qui ont obtenu la préférence des membres du clergé, citons les noms de Charles Mourre et d'Henri Bergasse en 1935. Six réponses font état d'un désistement au second tour et l'une d'entre elles précise « par logique politique ». Trois seulement invoquent la fidélité à un parti, et trois autres l'influence d'une personnalité, celle d'Eugène Pierre, ancien maire de Marseille et député sortant de la 4<sup>e</sup> circonscription. Mais c'est de son rival, plus à droite, et qui d'ailleurs lui enleva son siège, Ponsard, « grand mutilé », ainsi que du colonel de La Rocque, que se réclamait en 1936 le secrétaire d'avocat dont il convient, là encore, d'isoler la réponse.

La répartition des votes exprimés par les enseignants au premier tour est plus diversifiée. Combien, d'abord, ont voté ? 92 p. 100 en 1935 (47 sur 51), et 94 p. 100 en 1936 (48 sur 51). Les rares abstentions sont justifiées par des cas de force majeure<sup>28</sup>.

	Abst.	P.C.	S.F.I.O.	Front Pop.	Radicaux	Sabiani	Modérés	Divers
1935	4	8	30	2	1	1	4	1
1936	3	10	<b>32</b>	2			3	1

27. L'ecclésiastique résidant à Angers a répondu qu'il avait voté démocrate populaire.

28. Un élève-instituteur, mineur en 1935, a voté pour la première fois l'année suivante. Un instituteur, immobilisé par une longue maladie, déclare qu'il aurait voté socialiste. Deux enseignants accomplissaient leur service militaire ; l'un d'eux répond qu'il aurait voté à droite.

Ce tableau, d'où se dégage une forte majorité socialiste (60 p. 100 environ), appelle quelques commentaires : il faut signaler que deux suffrages Front Populaire sont indiqués sans autres précisions, les deux correspondants ne se souvenant plus s'ils ont voté socialiste ou communiste, ce qui porte l'ensemble des voix en faveur du Front Populaire à 40 en 1935 et à 44 en 1936 (78 p. 100 puis 86 p. 100). Parmi les électeurs socialistes, 2 ont voté dans le Var, un autre à Montpellier, un autre dans les Basses-Alpes en 1935, 3 dans le Var en 1936. Un électeur communiste a voté dans les Basses-Alpes en 1936. Un enseignant modéré a voté à Aix, « avec panachage » précise-t-il d'ailleurs pour 1935, et en 1936. Le seul électeur radical a voté en 1935 hors Marseille, dans les Bouches-du-Rhône, sans autre précision également. Enfin, l'instituteur qui résidait en Normandie, à Bayeux, déclare avoir « voté pour un inconnu qui a récolté quelques rares suffrages ».

Au second tour, 37 correspondants affirment avoir suivi les consignes de désistement alors que 5 ont refusé de le faire (2 communistes, 2 socialistes, 1 modéré). Sur ce point, trois électeurs explicitent leur attitude : « J'ai horreur des directives strictes... Je ne me désiste jamais... J'aime être libre. » Le tableau indique, par ailleurs, qu'il n'y a pas eu de grands revirements d'opinion d'une année à l'autre. Seul l'instituteur bas-alpin a voté communiste en 1936 après s'être prononcé pour la S.F.I.O. un an plus tôt. A Marseille, un instituteur qui a voté socialiste en 1936 explique qu'il avait soutenu Sabiani aux élections municipales de 1935 parce qu'il avait pris des mesures favorables, sur le plan local, à l'égard des instituteurs. Simon Sabiani pouvait encore, du reste, faire figure d'homme de gauche aux yeux de certains, en 1935.

Compte tenu de cette stabilité de l'électorat, et d'un électorat socialiste nettement prépondérant<sup>29</sup>, il est intéressant d'étudier de plus près le cas de la très faible minorité d'enseignants qui a voté à droite (6 à 8 p. 100) et de la minorité plus importante constituée par ceux qui ont voté communiste (15 à 21 p. 100).

Parmi les trois enseignants modérés, deux étaient instituteurs à Marseille (quartiers Longchamp et Montolivet), le troisième, professeur à Aix et adhérent du S.N.A.L.C., alors que les deux premiers

<sup>29</sup>. Deux membres du parti socialiste ont précisé qu'ils appartenaient à la tendance pivertiste (gauche révolutionnaire).

n'étaient pas syndiqués. Tous trois ne lisaient que des journaux de droite, *le Petit Marseillais* exclusivement pour deux d'entre eux, le même quotidien accompagné de *Marseille-Matin*, *Marseille-Soir* et *le Soleil* pour l'autre. Tous trois déclarent également se tenir à l'écart de la politique. Nous retrouverons leurs réponses discordantes, par rapport à la majorité, dans la suite du dépouillement.

Quant aux électeurs communistes (8 au minimum, 11 au maximum)<sup>30</sup>, on peut, sans systématiser à l'extrême, observer les caractères communs suivants : tous sont instituteurs et ont moins de 30 ans (moyenne d'âge de 25 ans). Célibataires en majeure partie (65 p. 100), ils habitaient, dans une proportion de 40 p. 100, des banlieues qui, à vrai dire, n'étaient pas spécifiquement ouvrières (Saint-Joseph, Château-Gombert, Bois-Luzy, Mazargues). Plus significatif est le critère de l'appartenance syndicale : 8 sur 10 étaient syndiqués, dont 6 au S.N.I. et 2 à la C.G.T.U.<sup>31</sup>. Sur le plan politique, si l'on ne relève qu'un seul militant, 6 instituteurs se sont, par contre, déclarés sympathisants. Critère de la presse : 8 lisaient *le Petit Provençal*, 5 *l'Humanité*, 2 seulement *Rouge-Midi*, 4 à la fois *le Petit Provençal* et *l'Humanité*, 1 *le Petit Marseillais*, *Rouge-Midi*, *l'Humanité* et *Ce Soir* en même temps, sans exclure, bien entendu, dans cette revue de presse, d'autres journaux hebdomadaires. Critère, enfin, de l'appartenance à une classe sociale, et nous anticipons, ici, sur les réponses aux questions n<sup>os</sup> 98 et 99 : 2 seulement se réfèrent à la classe ouvrière et au prolétariat, 1 à la classe des salariés tandis qu'un instituteur communiste, ou communiste, se dit prolétaire à col blanc et deux autres déclarent faire partie de la petite bourgeoisie.

Pour revenir à l'étude globale, dans le domaine des explications de vote, 25 enseignants écartent les considérations de fidélité à un parti ou d'influence d'une quelconque personnalité, alors que 14 au contraire (13 électeurs socialistes et 1 communiste) se réclament d'un parti, et 7 seulement d'hommes politiques nommément désignés. Sur le plan national, Léon Blum est cité quatre fois contre une seule à Paul Faure, et, sur le plan local, on relève les noms de

30. L'étudiant mineur en 1935, cité plus haut, a voté communiste en 1936. Les deux correspondants qui ont voté Front Populaire en 1935 et 1936, sans autre précision, ont donc peut-être aussi voté communiste.

31. Dont celui qui déclare avoir appartenu à la tendance trotskyste.

Fernand Bouisson (deux mentions dont l'une émanant d'un instituteur ciotaden), de Félix Gouin, par un instituteur aixois, et d'Henri Tasso par un directeur d'école marseillais.

Après le choix politique, les considérations tactiques et l'influence des partis ou des personnalités, le questionnaire invitait à préciser quelles furent les motivations essentielles qui ont déterminé les options fondamentales. Des mobiles idéologiques et politiques, d'une part, de la politique extérieure ou des facteurs économiques et sociaux d'autre part, quels furent les plus importants ?

	Raisons idéologiques et politiques	Politique extérieure	Facteurs économiques et sociaux
<b>Ecclésiastiques</b>			
Oui	7	2	8
Non	2	7	3
Réponses mitigées		2	
Pas de réponse	6	4	4
<b>Enseignants</b>			
Oui	47	23	27
Non	1	11	4
Réponses mitigées	1	1	
Pas de réponse	2	16	20

Les réponses d'ordre idéologique et politique l'emportent donc, le plus nettement, dans la catégorie des membres de l'enseignement. Chez eux, dans le détail, les questions relatives à la défense de la patrie (8 oui), de l'ordre (6), de la religion (un seul oui, celui du professeur aixois qui souligne, au surplus, son hostilité au communisme et à la gauche catholique jugée démagogique) ne rencontrent qu'une très faible audience, de même que la nécessité d'un pouvoir fort et la crainte du communisme (4 mentions). En revanche, la

défense de la République<sup>32</sup> et celle de la démocratie sont fortement affirmées (33 et 30 oui contre un seul non). Celle des libertés (24 oui, 2 non) et l'espoir d'une révolution sociale — dans les mêmes proportions — sont plus évoquées que la crainte du fascisme (19 oui) et l'espoir d'une révolution internationale (14 mentions favorables).

Ces trois dernières questions (n<sup>os</sup> 58, 61 et 62) attirent 4 réponses négatives de la part des ecclésiastiques<sup>33</sup> chez qui la défense de la République et de la démocratie éveille peu d'échos (2 oui et 3 non). Les réponses les plus nombreuses concernent la défense de la patrie, de l'ordre et de la religion, chacune affirmée 7 fois ainsi que la nécessité d'un pouvoir fort (6 oui contre 1 non).

La politique étrangère n'a pas semblé devoir exercer une influence prépondérante pour les membres du clergé interrogés. L'Allemagne et l'Italie (5 mentions) et l'U.R.S.S. (4) sont placées toutes les trois sur le même plan par un ecclésiastique, lequel considère que « leur action a été odieuse ». Deux autres n'ont pas jugé que la politique d'Hitler et de Mussolini ait été dangereuse<sup>34</sup>. Un troisième regrette que la France ait jeté Mussolini dans les bras d'Hitler. Seul, le séminariste à tendance démocrate-chrétienne estime que le danger pour la paix venait beaucoup plus des deux dictateurs que du Front Populaire. Au sujet de l'Espagne, trois allusions seulement, l'une d'entre elles précisant que Franco fut « un mal nécessaire, les républicains espagnols ayant jugé préférable de faire de l'anticléricalisme plutôt que du social ».

Aux questions n<sup>os</sup> 69 et 70, qui constituent une conclusion au chapitre de la politique étrangère, 9 ou 10 ecclésiastiques répondent dans un sens défavorable au Front Populaire qu'on estime dangereux pour la paix européenne et responsable de la défaite de 1940, soit de façon catégorique : « La guerre de 1940 est la fille de 1936 », soit avec quelques nuances ou réserves. On déplore, par

---

32. Un instituteur qui a voté communiste, « par principe », mais de tendance trotskyste sur le plan syndical et qui fait allusion par ailleurs à des « vestiges d'anarchisme », écrit : « Le mot défense de la République dans la bouche des militants communistes ne m'indignait pas. Je les jugeais, alors, réalistes et très habiles ».

33. Deux seulement manifestent de la crainte devant le fascisme, et cinq (contre deux non) devant le communisme.

34. Le secrétaire d'avocat s'est déclaré favorable, alors, au fascisme, en raison de son régime d'autorité et des réalisations effectuées en Italie.

exemple, la faiblesse devant Hitler et l'intransigeance vis-à-vis de ses satellites, l'hostilité aux gouvernements étrangers, la division et la haine entre Français qui nous ont affaiblis, de même que notre force militaire a été affaiblie par la fourniture d'armes à l'Espagne.

Trois réponses seulement en sens inverse, dont celle du séminariste cité plus haut, qui « proteste vivement, réaction sentimentale, écrit-il, contre les thèses de Vichy tendant à rendre le Front Populaire responsable de la défaite ».

Les enseignants, pour leur part, ont estimé que, dans la conjoncture internationale de l'époque, l'Allemagne (18 mentions), l'Italie (17), l'Espagne (15) étaient plus inquiétantes que l'U.R.S.S. (10). Les commentaires sont assez rares, autour de ces questions, ou réservés pour les conclusions finales — nous y reviendrons. On peut noter cependant une allusion à l'antimilitarisme, une approbation de la politique stalinienne de l'époque, une mise au point — justifiée en partie — à propos de l'Espagne où la révolution n'a éclaté, en effet, qu'après les élections françaises, mais dont il fut souvent question dans la campagne électorale, une appréciation, enfin, sur la situation politique espagnole, « lamentable et stupide », et, du même instituteur, sur « l'agression inouïe de l'Italie en Ethiopie ».

Les commentaires deviennent un peu plus abondants lorsqu'on aborde le problème de la responsabilité du Front Populaire. 33 réponses se prononcent pour son caractère pacifique, parfois vigoureusement : « Le Front Populaire, un moyen formidable pour une humanité la plus fraternelle. » 7 ou 8 correspondants y ont vu, au contraire, un danger pour la paix et un lien avec la défaite, tandis que 7 autres réponses sont mitigées.

Parmi ces dernières, sont à souligner la faiblesse du gouvernement de Léon Blum, comme de tous les autres gouvernements d'ailleurs, ajoute-t-on, devant le fascisme<sup>35</sup> : « Si les démocrates avaient une once de courage, mais ce sont des capons ! » On incrimine les mauvaises conséquences de la déclaration Staline-Laval et de la pause décrétée par Blum. Un autre reproche est celui de n'avoir pas su réconcilier l'armée et le peuple. Enfin, si l'on retrouve,

---

35. « Et la pénétration d'une cinquième colonne abondante », lit-on, par ailleurs.



chez un correspondant, comme chez certains ecclésiastiques, l'accusation d'avoir amoindri notre potentiel militaire en fournissant des armes à l'Espagne, un instituteur socialiste conclut ainsi sur ce problème passionnel de la responsabilité du Front Populaire : « Je pense que ce bonheur nouveau gagné par le Front Populaire a été une des causes de notre défaite de 1940 en ce sens que notre classe dirigeante trouvait là une excellente occasion de brimer un mouvement qui lui déplaisait. Le haut état-major et le monde de la politique étaient bien consentants à cette défaite. »

Les facteurs économiques et sociaux ont été prioritaires pour les membres du clergé et arrivent au second rang pour ceux de l'enseignement public devant l'influence de la politique extérieure.

Chez les ecclésiastiques, une orientation se précise à travers les réponses aux questions n<sup>os</sup> 72 à 75, en faveur de la défense de la propriété (5 oui), de la monnaie (6), du commerce (4), des intérêts de la ville de Marseille (5), contre un ou deux non seulement. Les autres réponses (questions n<sup>os</sup> 76 à 87) sont trop peu nombreuses pour permettre d'en tirer des conclusions générales. Deux ou trois correspondants, contre quatre, se déclarent mécontents de la municipalité sortante Ribot-Sabiani et des gouvernements qui ont précédé le Front Populaire<sup>36</sup>. L'équilibre est à peu près réalisé — trois ou quatre réponses négatives selon les cas, 3 positives au maximum, à propos de l'influence de la politique de décrets-lois et de déflation, des conditions de prix et salaires, de pouvoir d'achat et de chômage ou de la crise économique en général. Même proportion de réponses au sujet des responsabilités du capitalisme et des 200 familles. Ce dernier terme soulève trois commentaires, « un épouvantail... un slogan bête... un slogan faible mais qui a porté pour beaucoup... », Léon Blum étant, au passage, amalgamé aux 200 familles<sup>37</sup>. La référence à une économie d'abondance n'obtient que 4 réponses, toutes négatives, et celle à un espoir de réformes sociales, 3 réponses favorables seulement.

36. Là encore, la réponse du clerc d'avocat est divergente. Il est seul à défendre Ribot, Sabiani, Tardieu, Laval, et, plus tard, le P.P.F., parce que « les possédants se sentaient protégés ».

37. Cf. à ce sujet l'étude récente de M. Malcolm ANDERSON, « The myth of the "two hundred families" », extract from *Political Studies* (volume XIII, n<sup>o</sup> 2), Oxford, 1965, p. 163 à 178. L'auteur rappelle que si le slogan des 200 familles a été lancé par Edouard Daladier à la tribune du congrès radical de Nantes en 1934, avant d'être popularisé par le *Crapouillot* et la presse de gauche, les origines du mythe, sous d'autres formes et sous d'autres noms, doivent être recherchées assez haut dans l'histoire de la France au XIX<sup>e</sup> siècle.

En matière économique et sociale, les enseignants se soucient assez peu de la défense de la propriété, de la monnaie, des intérêts commerciaux (de 3 à 5 oui), ceux de la ville de Marseille attirant toutefois un peu plus leur attention (7 oui), tandis que 14 réponses révèlent un mécontentement prononcé à l'égard de la municipalité sortante en 1935, et 20 devant la politique des gouvernements antérieurs à celui de Léon Blum. Les différents aspects de cette politique sont assortis de chiffres négatifs variant de 18 à 23 selon le cas, le plus élevé s'appliquant aux responsabilités du capitalisme. Dans le domaine des mythes prépondérants de l'époque, les 200 familles évoquent 17 réactions hostiles, alors que l'avènement d'une économie d'abondance et de bien-être recueille 24 mentions favorables. Signalements toutefois que le nom de Jacques Duboin, l'un des promoteurs de ces théories, n'est cité qu'une fois.

Un dernier renseignement d'ordre économique, qui ne concerne pas Marseille, est fourni par l'instituteur bas-alpin, lequel souligne que, dans le milieu paysan au sein duquel il vivait, les problèmes économiques et sociaux étaient bien compris et les arguments de la gauche bien accueillis.

Reste enfin, pour terminer cette rubrique consacrée aux élections et aux motivations, à évoquer le problème de l'antisémitisme (question n° 89). Cette question est le plus souvent barrée ou accompagnée de réponses négatives, aussi bien chez les enseignants que chez les ecclésiastiques. 20 p. 100 des seconds et 14 p. 100 des premiers, seulement, y consacrent un commentaire. Un prêtre signale l'influence israélite en France et en Angleterre à cette époque. Un autre estime que « l'antisémitisme ne paraissait pas aussi redoutable, à ce moment, du moins, en France, qu'il devait le devenir plus tard ». Le troisième enfin, — le secrétaire d'avocat — rappelle qu'il entretenait d'excellentes relations avec les scouts israélites de Marseille et que sa sœur, élevée au lycée Montgrand, avait de nombreuses amies parmi les dix camarades juives de sa classe.

Que répondent, de leur côté, les enseignants ? Un électeur communiste estime la question « absolument étrangère à mes considérations : ni pro ni antisémite ». Un électeur modéré répond par une autre question : « Qui peut se flatter de n'être pas antisémite ? » Un autre instituteur modéré « considère que cela ne paraissait pas devenir grave, même en Allemagne », et un instituteur socialiste

conclut dans le même sens : « Cela ne me paraissait pas dangereux en France en 35-36. » Un autre socialiste jugeait « inconcevable » cette influence : « Le racisme, ajoute-t-il, était inconnu dans notre milieu. On ignorait, ou presque, qu'il y eût des racistes. Les nazis étaient surtout, pour nous, des bellicistes. » Deux enseignants seulement ont répondu oui, nettement, à propos d'un phénomène antisémite, un instituteur socialiste et le professeur résidant à Bayeux qui se déclare « choqué par les méthodes de sauvages du fascisme, de l'hitlérisme et de leurs partisans français, les gens de bien ». Cette appréciation isolée semble confirmer que l'antisémitisme a toujours été plus virulent dans le Nord de la France que dans le Midi.

#### D) *Les résultats des élections.*

La dernière partie de l'enquête concernait les résultats des élections, leurs conséquences immédiates ou plus éloignées et invitait les personnes interrogées à établir un bilan du Front Populaire.

Pour les membres du clergé, le mécontentement (8 mentions)<sup>38</sup>, l'attente d'un changement profond (6), la surprise (5), la préoccupation (2) se classent ainsi dans l'ordre des réponses, encore que 4 prêtres se soient déclarés « nullement surpris » et un curé du quartier ouvrier de la rue de Lyon à la fois surpris, satisfait et mécontent.

A propos des progrès du communisme, des grèves de mai-juin 36 et de la possibilité d'une révolution, les commentaires sont abondants, variés et partagés. La crainte (3 mentions), le regret (2), l'inquiétude (2) vive ou tempérée, la tristesse, la méfiance, une certaine perplexité, telle est la gamme des réactions suggérées ici par une simple énumération terminologique. On déplore l'irrégion, le désordre social, l'abaissement de la France, l'amoindrissement du patriotisme, la démagogie ou la mainmise communiste, le danger de l'idéologie communiste. On constate que les progrès du Parti communiste s'expliquent par la division des Français et le manque de générosité des partis nationaux. On dénonce le gâchis, l'irresponsabilité, le manque d'autorité (3 fois), la faiblesse, l'imprévoyance, l'incapacité du gouvernement. La Révolution n'apparaît possible,

---

38. Dont 5 sur le plan national.

menaçante, redoutable ou violente que dans trois cas, à Paris et dans sa « fameuse banlieue rouge », mais pas à Marseille<sup>39</sup>, avec le temps, peut-être, en tout cas sans aucune comparaison possible avec 1789 ou 1848 : « Non, la masse des Français n'avait pas envie de faire la Révolution. »

Nous avons résumé et juxtaposé ici, le plus fidèlement possible, un certain nombre de réponses. Quelques-unes seront citées *in extenso* :

« La France cherchait sa voie et essayait de sortir de sa médiocrité. Elle essaya du socialisme qui menait au communisme dont on ne revient pas... » ... « La politique — communiste surtout — profitait de toutes les occasions, maladroites, injustices. Il fallait conquérir les foules et le pouvoir, on promettait la lune ! »... « J'explique ces tristes événements par la crise économique et financière, l'instabilité des ministères de la III<sup>e</sup> République, le mépris du patronat pour la classe ouvrière, la haine des ouvriers contre les patrons, le manque d'esprit de sacrifice de part et d'autre. »...

« Le mécontentement était réel et justifié, mais exploité par des démagogues. »

Tel autre insiste sur « le désir d'amener les gens à plus de compréhension des événements », considère que les grèves « étaient purement politiques, bien que marquées par des objectifs justes. Malgré les manifestations violentes, j'ai eu plus peur d'une punition que d'une révolution à laquelle je n'ai pas beaucoup cru ». De même, confirme le clerc d'avocat, « je n'y ai pas cru, à ce Front Populaire. A Marseille, on ne le sentait pas dans les milieux de droite où je travaillais. Je n'avalais que peu d'éclairage sur les milieux ouvriers à cette époque ».

Une seule déclaration est un peu en marge des précédentes, celle du séminariste démocrate-chrétien :

« Réaction de surprise sans inquiétude, réaction au contraire contre les inquiétudes excessives du milieu bien-pensant. A partir d'octobre, j'ai pensé ensuite que le Front Populaire ne ferait pas les réformes de structures qui auraient pu réaliser une révolution dans l'ordre. »

Ce séminariste répond, aux questions nos 98 et 99 posant le problème de l'appartenance à une classe sociale, qu'il « se sentait moralement détaché de la moyenne bourgeoisie par son entrée au grand séminaire ». Deux autres prêtres se rattachent à la moyenne ou petite bourgeoisie, et un troisième « à l'ancienne noblesse ». Un autre ecclésiastique constate que « le clergé était encore assez

---

39. Où l'inquiétude bourgeoise est pourtant évoquée par le secrétaire d'avocat dont le père et les amis commerçants de ce dernier « achetaient de l'or en pièces anglaises et en lingots d'un kilo ».

conservateur pour l'époque ». Mais 5 membres du clergé contestent le principe même des classes sociales : « Un prêtre est tout à tous », écrit l'un d'eux; un autre précise : « Nous sommes en dehors des classes sociales, relativement; j'ai toujours été avec les pauvres gens. J'aurais voulu qu'on comprenne leurs problèmes et qu'on fasse réellement quelque chose pour eux, autrement qu'en promesses. »

La conscience de classe des enseignants est plus nettement affirmée. Sur 43 réponses aux questions n<sup>os</sup> 98 et 99, 12 seulement sont négatives. Pour les 31 autres, les termes employés sont les suivants : classe ouvrière (11 citations), « la force vive et productrice de la nation », classe ou masse des travailleurs (3), prolétariat (1), classe des exploités (1), avec le rappel du slogan : Pain, Paix, Liberté. Un instituteur se juge prolétaire favorisé et un deuxième prolétaire à col blanc, un troisième prolétaire intellectuel. Trois enseignants se considèrent membres de la classe des salariés et un autre de celle des petites gens « qui, par leur travail, ont droit à une vie décente ». Le sentiment de frustration s'exprime chez l'un par le souvenir de traitements insuffisants. Trois autres estiment appartenir à la classe moyenne « qui ne vit pas trop mal, spécifie l'un d'eux, mais qui pourrait vivre mieux ». Deux autres se disent petits bourgeois, mais l'un d'entre eux corrige aussitôt, « par la naissance, par les parents ».

Quelques réponses sont insolites ou accompagnées de commentaires assez longs. Tel se réclame du peuple français; tel autre appartient à « la classe malheureuse prise entre l'enclume et le marteau,, c'est-à-dire entre la virulence ouvrière et l'exploitation capitaliste ». Deux autres avaient de la sympathie pour les salariés et les ouvriers, mais l'un d'eux ne se sentait pas ouvrier, méprisait les slogans ouvriéristes. Un instituteur se déclare prolétaire dans le fond, mais petit bourgeois dans les moments de sincérité ! Trois autres, enfin, émettent des réserves sur la notion de classe : un électeur modéré se dit très indépendant au point de vue social, mais, petit-fils de paysan, déteste la bourgeoisie. Les deux derniers, dont un électeur communiste, admettent une classe dans la mesure où l'on peut qualifier comme telle « celle des hommes épris de progrès, de liberté et d'un idéal de fraternité entre les humains ».

La grande majorité du corps enseignant concerné par cette enquête s'est déclarée satisfaite (41 mentions) de la victoire du Front Populaire, contre une minorité de mécontents (6). Peu ont

été surpris (2) ou sceptiques (une allusion à l'immuable panier de crabes), alors que 37 s'attendaient à un changement profond et 35 ont accueilli favorablement le succès de la gauche et des communistes en particulier <sup>40</sup>.

Forte majorité également, quoique moins nette, favorable aux grandes grèves de juin (26 oui, 6 oui avec réserves, 8 réponses hostiles). A propos du communisme et des grèves, les commentaires émanent surtout de ces minorités qui émettent des réserves ou des critiques. Des communistes, on attendait « des résultats tangibles de leur action » ; ils ont pu éveiller des inquiétudes mais « les communistes que je connaissais étaient de très braves gens, très dévoués ». Un enseignant conteste « toute valeur éducative durable à la propagande des communistes ». Un autre les accuse d'avoir joué leur jeu particulier dans le Front Populaire, ce que semble également penser un électeur communiste préoccupé surtout par des problèmes de tactique en soulignant « l'astuce des communistes qui auraient pu faire basculer le pouvoir dans leur sens ». Un autre sympathisant communiste se déclare déçu par l'évolution ultérieure des événements. Trois correspondants seulement (deux ont voté à droite et le troisième l'aurait fait, écrit-il, s'il n'avait pas été sous les drapeaux), estiment qu'il fallait réagir contre le communisme.

Vis-à-vis du vaste mouvement de grèves, quatre tendances se dégagent : pour la majorité, les grèves ont été un phénomène normal — cet adjectif revient 6 fois —, dans l'ordre des choses (6 fois également), une suite logique du Front Populaire,

« un phénomène de ressac, de décompression normale... ». « La classe ouvrière s'est crue chez elle, ses représentants étaient au pouvoir »... « Je n'ai jamais compris la frayeur des possédants à cette époque. »

A partir de ce constat, les grèves sont le plus souvent approuvées et justifiées :

« Nous avons soutenu les grévistes... » « J'ai participé aux grèves, confirme un instituteur socialiste, contribué à l'agitation, afin d'œuvrer pour le mieux-être des travailleurs. » Elles étaient légitimées par le désordre économique et politique, par le manque de justice sociale, par

---

40. Avec des expressions comme enthousiasme, espoir, confiance, joie, plaisir, contentement, satisfaction. Cinq correspondants seulement ne s'attendaient à aucun changement et quatre expriment des réserves, des critiques ou des regrets tels que l'insuffisante exploitation des progrès de la gauche, l'espoir vite déçu par la division des partis et de leurs chefs ou la crainte d'une riposte capitaliste.

l'incompréhension du patronat, la vie qui augmentait, le chômage. Elles ont été « l'illustration de l'éveil d'une conscience de classe activée par un succès électoral », l'expression de l'unité de la classe ouvrière, un désir de libération économique et sociale, un espoir de progrès. « Les grèves, l'agitation sociale étaient, pour la classe ouvrière, une façon d'exprimer sa joie d'avoir évité le fascisme et de manifester son désir d'obtenir de meilleures conditions de vie... » « Les grèves étaient une manifestation de vitalité, une prise de conscience. »

Trois minorités émettent des opinions différentes : la réprobation, d'abord devant l'ampleur d'un mouvement parfois bien accueilli, au début, mais dont la prolongation a paru abusive.

« Nous n'étions pas toujours d'accord avec les grévistes. » Un électeur modéré trouve « inadmissibles » les occupations d'usines, les grèves sur le tas, ou telle grève des employés des tramways de Marseille « pour qu'on change leurs casquettes ».

Un instituteur, qui a voté Front Populaire, écrit :

« Cela n'était pas beau à voir, bien que l'on approuvât alors le principe de l'occupation des usines. Les ouvriers étaient extrémistes et faisaient sans s'en douter de la contre-propagande... En 1936, ajoute-t-il, les ouvriers, à Marseille, se montraient menaçants pour tous ceux qui n'avaient pas les mains calleuses. Ils mettaient dans le même sac la fraction intellectuelle de la classe ouvrière et les bourgeois conservateurs des classes libérales, s'alléant ainsi une partie importante de l'opinion et perdant des éléments qui auraient assuré le succès du Front Populaire. »

Cette citation rejoint celle de la minorité la plus importante (4 réponses où l'on retrouve des arguments similaires), selon laquelle les grèves ont gêné l'action du gouvernement du Front Populaire. Un enseignant estime blâmable l'attitude des grévistes en 1936, alors que la classe ouvrière avait été bien docile au temps de Poincaré. Un autre explique les grèves comme une conséquence de la fusion entre la C.G.T. et la C.G.T.U. et de l'idéologie démagogique des nouveaux dirigeants syndicaux. « Ils ont profité du fait qu'ils savaient qu'un gouvernement à direction socialiste succéderait au ministère Sarraut. » Un troisième — socialiste — écrit :

« Je pense que ces troubles étaient injustifiés et qu'il fallait laisser Blum et son gouvernement gouverner », mais il ajoute : « J'ai compris, après, que sans cela Blum n'aurait rien fait puisqu'il n'a plus rien fait ensuite, son immobilisme lui ayant valu d'être renversé après, par deux fois, par suite, déjà, de l'éviction des communistes, alors que le capitalisme était prêt à accepter n'importe quoi. »

Les communistes ? Deux instituteurs, un socialiste et un modéré, les accusent d'être responsables de cette agitation, mais un électeur communiste réproouve, de son côté, « cette action désor-

donnée qui a tourné au désordre tout court et a nui, par la suite, aux partis ouvriers. Cet épouvantail a été exploité à fond par la presse et les partis de droite ».

Cette appréciation semble conforme à l'attitude des dirigeants communistes de l'époque. Maurice Thorez, dans un grand meeting au Racati, répéta sa formule célèbre : « Camarades, il faut savoir terminer une grève ! » Même si les communistes ont poussé aux grèves — au début — et ils n'étaient pas les seuls, il semble qu'ils aient été surpris, eux aussi, par l'ampleur et la durée du mouvement. Il n'est pas question ici d'approfondir ce problème <sup>41</sup>, mais l'échantillon de réponses énumérées plus haut répercute, à trente ans de distance, l'écho des divergences d'opinion et d'interprétation des faits.

Deux correspondants seulement, enfin, ont regretté que les grèves n'aient pas débouché sur la Révolution. La Révolution, le maître mot qui ne peut, à nouveau, que ranimer, et c'est le cas, les polémiques de 1936. Tout était-il possible, pour reprendre l'expression de Marceau Pivert, leader de la gauche révolutionnaire dans la S.F.I.O.? On connaît la réponse de Léon Blum, et celle de Thorez : « Tout n'est pas possible <sup>42</sup>. »

Sur 36 réponses à cette question « révolutionnaire » (n° 97), 22 sont affirmatives, 5 dubitatives ou mitigées, 9 négatives. Beaucoup « y ont cru », donc ont espéré en la révolution, l'ont appelée de

---

41. Cf. G. LEFRANC, *op. cit.*, p. 147, et, du même auteur, le texte de sa communication, « Problématique des grèves françaises de 1936 : bilan provisoire d'une quête de témoignages », dans le *Bulletin de la Société d'Histoire moderne* (treizième série, n° 7) du 17 avril 1966.

On consultera également l'ouvrage de Jacques DANOS et Marcel GIBELIN : *Juin 36* (Editions ouvrières, 1952) où les grèves à Marseille sont étudiées p. 112 : on comptait 1.300 grévistes le 9 juin et les grèves avec occupation s'élargirent à partir du 10. D'après le correspondant du *Temps*, le mouvement semblait « dépasser la C.G.T. : alors qu'un accord général a été conclu entre les dirigeants, de nombreux industriels et les représentants ouvriers, la grève s'étend. Cependant, l'U.D. des syndicats s'est engagée à demander aux ouvriers la libération immédiate des usines et la reprise du travail ». M. Henri Peyrot, que nous remercions également ici, nous a raconté, par ailleurs, comment son père, David Peyrot, militant syndicaliste et candidat communiste aux élections de 1935 et de 1936 dans le quartier des Chartreux, dirigea l'occupation de plusieurs usines (biscuits Coste et pâtes alimentaires Scaramelli entre autres) puis les négociations avec la direction patronale. Celle-ci dut certifier par écrit que le matériel de l'usine avait été laissé intact par les ouvriers.

42. Cf. l'article de Marceau PIVERT dans le *Populaire de Paris* du 27 mai 1936, reproduit dans G. LEFRANC, *op. cit.*, p. 450-453. Et le discours de Maurice THOREZ prononcé le 11 juin devant l'assemblée des militants communistes de la région parisienne : *Œuvres*, L. 3, t. XII, p. 48. Rappelons également l'ouvrage de Daniel GUÉRIN : *Front Populaire, révolution manquée* (1963).



leurs vœux. Quelques-uns (4) ont insisté plutôt sur le caractère de révolution pacifique, ou d'évolution, ou de petite révolution, par les avantages sociaux obtenus qui constituaient tout de même « un grand pas en avant ». D'autres auraient cru la révolution possible, mais à certaines conditions, soit que l'armée ait été neutre en cas de tentative révolutionnaire, soit que le Parti socialiste ait été plus extrémiste, ou encore — trois références à ce sujet, dont deux communistes — si les dirigeants n'avaient pas été effrayés, si les chefs n'avaient pas craint la poussée des masses. « Je n'y ai jamais cru. D'ailleurs on s'est bien gardé de la rendre possible. » Deux autres, enfin, l'auraient jugée, de toute façon, prématurée, comme l'écrit l'étudiant de l'U.N.E.F., responsable des jeunesses socialistes :

« La Révolution ? Oui, mais pas dans l'immédiat. Il aurait fallu donner une base à cette révolution, afin d'éviter ce qui venait de se passer en Espagne. Le peuple qui tente sa révolution n'a pas le droit de la manquer. »

#### E) *Bilans et conclusions.*

Pour les ecclésiastiques, le Front Populaire apparaît quelquefois comme un succès partiel (6 mentions), une étape (5), un progrès (3), en raison des accords Matignon, des congés payés, de certaines améliorations sociales, de quelques nationalisations. Trois réponses mettent l'accent sur la déception et cinq sur l'occasion manquée, mais avec des interprétations divergentes : si l'un regrette la pause et la chute de Blum abandonné par les radicaux, l'impuissance à réaliser des réformes de structures, deux autres voient surtout l'occasion manquée par les communistes ou par les socialistes trop alliés aux communistes. En définitive, quatre prêtres seulement concluent à un échec total, mais 9, soit une proportion de 60 p. 100, à une période néfaste pour la France.

Ces conclusions sont également accompagnées de commentaires qui nuancent la brutalité statistique des chiffres. On y retrouve les diverses tendances précédemment exprimées :

Une certaine méfiance vis-à-vis de la politique en elle-même :

« Je n'aime pas la politique parce qu'elle divise et que par vocation le rôle du prêtre doit transcender partis politiques et classes sociales. Je reconnais cependant l'importance de la politique... »

Une tendance à mettre en opposition les politiciens et les masses :

« La passion d'avoir le pouvoir faisait promettre inconsidérément le Paradis terrestre. Une fois au pouvoir, les fonds étaient trop vite dilapidés et on se trouvait devant la caisse vide, devant la faim des foules à qui on avait tout promis, alors qu'il était clair que nous allions à la guerre et qu'elle nous trouva non préparés. »

Dans le même état d'esprit :

« L'euphorie fut de courte durée : les promesses du Paradis terrestre socialo-communiste ne furent pas tenues : elles ne pouvaient être réalisées. » En encore : « La valse des gouvernements empêchait de gouverner, de prévoir et de poursuivre une politique cohérente. Du point de vue du peuple, on a pris l'habitude de la grève sur le tas et de la désobéissance, alors qu'en face, en Allemagne et en Russie, la discipline permettait de dominer l'Europe, successivement Hitler, puis Staline. »

Les éléments positifs du Front Populaire sont cependant mis en balance avec ses aspects négatifs :

« Les revendications ouvrières légitimes dans leur principe, promises par le Front Populaire dont l'élément dynamique sont les communistes, pèchent ordinairement par excès dans les buts désirés et les moyens employés. Les résultats n'en sont pas toujours négatifs, c'est vrai, mais ils coûtent cher en personnes victimes et en richesses perdues. »

Les caractères défavorables du Front Populaire sont excusés, par ailleurs, « par l'apathie et l'incompréhension de la droite devant les justes revendications du pays ». Le Front Populaire est présenté, dans une autre déclaration, comme « l'accélération d'une évolution, avec des gains irréversibles ». Sur le plan intérieur, on lui reconnaît le mérite d'avoir effectué un coup d'arrêt à la menace fasciste, mais on lui reproche « l'inefficacité d'un réformisme vigoureux ». Sur le plan extérieur, sa faiblesse est soulignée, « mais qui n'a pas été plus grande que celle de la période précédente, et de la IV<sup>e</sup>, pour ne pas parler de la V<sup>e</sup> République ! ».

Le mot de la fin, nous l'emprunterons au prêtre qui fut peut-être le plus en contact avec les ouvriers, qui résidait et célébrait la messe dans un quartier ouvrier, qui se déclara à la fois surpris, satisfait et mécontent du résultat des élections, qui redouta la mainmise du communisme et eut l'espoir d'une amélioration sociale, pour reprendre ses propres paroles.

« C'était une réaction normale, étant donné la condition médiocre de la classe ouvrière. Ce fut tout de même un pas en avant, un moyen de faire réfléchir les responsables. Si ceux qui détiennent le pouvoir ou l'argent avaient le sens chrétien de l'honneur, on ne serait pas bousculé par les révolutionnaires. Le communisme — selon l'expression de Nicolaïev — c'est le témoignage d'un christianisme non rempli. »

Quel fut, pour les enseignants, le bilan du Front Populaire ? Ni un succès complet (3 oui seulement), ni un échec total (1 seul oui). 30 se rallient à un succès partiel, à un progrès, 26 n'y voient qu'une étape; 9 mettent l'accent sur la déception, et 25 sur l'occasion manquée; 23, en définitive, concluent à une période favorable pour la France, et 6, au contraire, retiennent son caractère néfaste, les autres ne se prononçant pas sur cette question.

Parmi ces conclusions, trois seulement sont défavorables ou insolites : le Front Populaire est accusé par l'un d'avoir aggravé l'instabilité gouvernementale en France et d'avoir habitué les masses à « revendiquer à tort et à travers ». Un autre constate le succès des congés payés, « et les pauvres ouvriers se délassant sur la plage avec les pauvres petits professeurs ». Un troisième écrit :

« succès pour les métallos, déception pour les paysans et les Nord-Africains... Je suis particulièrement reconnaissant au Front Populaire d'avoir fait disparaître les poux de la tête de mes élèves. La création, sur l'initiative des comités d'usines, de douches, a fait faire un progrès énorme à la propreté et à l'hygiène ! ».

Les progrès sociaux, les avantages acquis sont deux fois encore signalés. Léon Blum est en particulier remercié d'avoir, le premier, organisé un ministère des Loisirs, en véritable novateur.

Certains — 5 en tout — reviennent sur la politique extérieure. « C'est l'enthousiasme du Front Populaire qui a fait de nous des volontaires pour Narvik, les F.F.L. et la déportation. »

Mais il y a aussi les pacifistes. Un instituteur indique qu'il faisait partie de la Ligue internationale des combattants de la paix, qu'il admirait et suivait des hommes comme Bertrand Russel, Victor Méric, René Gérin, Sébastien Faure, Félicien Challaye, Léon Emery, Gaston Bergery. Il essayait de comprendre et d'excuser Hitler, croyait qu'il n'attaquerait jamais la France, mais, ajoute-t-il, « comme on n'est jamais belliciste ou pacifiste à 100 p. 100 » il n'approuva pas la faiblesse de Blum, sa politique de non-intervention qui aboutit à l'étranglement de la République espagnole.

La question d'Espagne est citée deux fois encore, dans le même état d'esprit qui, par ailleurs, fait déplorer le recul de la France devant une armée allemande faible, alors qu'on accepta un peu plus tard la guerre, en la préparant mal, quand l'Allemagne était devenue forte. « Sans le contexte européen de l'époque — autre citation —

c'est-à-dire une Allemagne préparant la guerre, et sans les événements d'Espagne, l'expérience aurait été fructueuse. » Chez d'autres, enfin, le rappel de l'enthousiasme éprouvé s'accompagne d'un sentiment de regret et de nostalgie — non sans allusion, parfois, à la situation politique actuelle.

« Le Front Populaire a éveillé de grandes espérances trop vite déçues, soit en raison des divisions de la classe ouvrière, soit parce qu'il ne s'est pas assez mêlé des officiers, soit parce que les forces capitalistes avaient une trop grande puissance pour ne pas manquer de naufrager de tels mouvements.

Ce fut « une période exaltante, nécessaire et dangereuse », et, là encore, en guise de conclusion, voici le commentaire final extrait d'une réponse, parmi d'autres, celle de l'étudiant responsable des jeunesses socialistes :

« Actif militant, responsable syndicaliste jusqu'à ces dernières années, mon impression personnelle sur le Front Populaire ne peut se résumer en un aussi bref questionnaire. Il fut une grande lueur d'espoir pour nous, militants ou responsables de partis politiques ; mais il vint trop tard par rapport à l'évolution hitlérienne et, d'autre part, le grand Léon Blum s'est laissé prendre de vitesse, dans les réformes, par la bourgeoisie et le capitalisme. Peut-on le lui reprocher ? Je ne le crois pas. Peut-être aurions-nous pu cristalliser davantage le mouvement en employant des méthodes plus violentes... Mais, de toute façon, je ne le regrette pas car ce n'est pas ma conception. Je récuse la dictature, qu'elle soit prolétarienne ou capitaliste, comme je récuse la religion dans le domaine politique. »

Antoine OLIVESI

(à suivre)